

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 14 mars 2022

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Direction
Envinet - Groupement de commandes
relative à la fourniture de carburant de
tout type en station - Convention entre la
CASA et la commune de Vallauris Golfe-
Juan

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2022.026

Date de la convocation :
Le 08/03/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 14 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Alexis ARGENTI

Monsieur MELE,

Dans la logique de l'intercommunalité, et afin d'optimiser la gestion des ressources publiques et de contribuer à la réalisation d'économies sur les achats, il paraît opportun de mutualiser les procédures de marchés publics en recourant aux groupements de commandes afin de gérer les besoins en fournitures, services et travaux communs à la C.A.S.A et aux collectivités membres intéressées.

Dans ce cadre et conformément aux articles L.2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique, un groupement de commandes en vue de la passation et de l'exécution d'un accord-cadre de fourniture de carburants de tout type en station, est constitué par voie de convention entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris Golfe-Juan.

De fait, la fourniture de carburant fera l'objet d'un marché global passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum annuel de 1 000 000 € HT.

La convention constitutive dudit groupement de commandes :

- définit les modalités de fonctionnement du groupement et notamment les modalités financières,
- désigne la C.A.S.A, comme coordonnateur avec la charge de mener la totalité de la procédure de passation et de superviser le suivi de l'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui prendra effet à sa date de notification. L'accord cadre peut être reconduit tacitement par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que ce délai ne puisse excéder quatre (4) ans.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

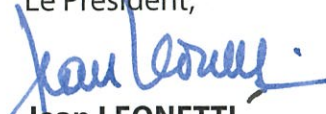
- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris Golfe-Juan, pour la fourniture de carburant de tous types en station,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe,
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre,
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces constitutives de l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris Golfe-Juan, pour la fourniture de carburant de tous types en station,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe,
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre,
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces constitutives de l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 14 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



FOURNITURE DE CARBURANT DE TOUT TYPE EN STATION

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée C.A.S.A, dont le siège social est situé au 449 Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI dûment habilité par délibération n° du Bureau Communautaire en date du 14 mars 2022.

Désignée ci-après « la C.A.S.A. »,

Et

La **Commune de Vallauris Golfe-Juan**, représentée par son Maire, Monsieur Kevin LUCIANO dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal en date du

Désignée ci-après « la Commune de Vallauris »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre relatif à la fourniture de carburants de tout type en station, conformément aux articles L.2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Cette constitution fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert lancée en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-1 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

La fourniture de carburant de tout type en station, fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de 1 000 000€ HT annuels conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique.

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'accord cadre de fourniture de carburant de tout type en station, nécessaire à l'objet de la présente convention.

Article 2 - Composition du groupement de commandes

Les membres du groupement de commandes sont :

- La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis ;
- La Commune de Vallauris Golfe-Juan.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui prendra effet à sa date de notification.

L'accord cadre peut être reconduit tacitement par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que ce délai ne puisse excéder quatre (4) ans.

Article 4 - Coordinateur

En application de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, la C.A.S.A. se verra confier la charge de mener la totalité de la procédure de passation et de superviser le suivi de l'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement

Elle est notamment chargée de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la commission d'appel d'offres ;
- informer les candidats retenus et non retenus ;
- signer l'accord cadre ;
- établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser l'accord cadre au contrôle de la légalité ;
- notifier l'accord cadre ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution de l'accord cadre ;

- ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

La C.A.S.A coordonne l'exécution de l'accord cadre dans les conditions fixées aux articles 7, 8 et 9 de la présente convention.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

Article 5 - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs propres, préalablement au lancement des procédures ;
- Participer à l'exécution de l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 7, 8 et 9 de la présente convention ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché, objet de la présente convention.

Article 6 - Commission d'Appel d'offres

En application de l'article L414-3 du Code Général des Collectivités Locales, la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordinateur du groupement de commandes, que représente la C.A.S.A.

Article 7 - Comité technique de coordination et de suivi

Article 7-1 : Composition du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique de coordination et de suivi est composé d'un représentant de chaque membre du groupement.

Les représentants de chaque membre du groupement peuvent désigner un suppléant pour l'exercice temporaire ou permanent dans leurs fonctions.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation du marché public ;
- la procédure d'exécution du marché public.

Article 7-2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'accord cadre.

7.2.1 : Passation de l'accord cadre

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces de l'accord cadre en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la Commission d'Appel d'Offres.

7.2.2 : Exécution de l'accord cadre

Le coordonnateur est chargé du suivi des consommations globales de l'accord cadre.

Il prend également en charge la validation des demandes éventuelles de hausses de prix transmises par le titulaire de l'accord-cadre, dans le cadre des clauses définies dans ce dernier.

Dès la notification de l'accord cadre, le comité technique pourra se réunir à la demande du coordinateur, à chaque fois qu'il est nécessaire.

L'exécution de l'accord cadre est gérée suivant les modalités prévues à l'article 8 de la présente convention.

Article 8 : Dispositions financières

Article 8-1 : Détermination des coûts

L'acquisition de carburants de tout type en station fera l'objet d'un accord à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 1 000 000€ HT.

Article 8-2 : Répartition financière

8.2.1 : Approvisionnement

Les commandes seront gérées par chaque membre du groupement. La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre. Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins, chaque membre du groupement prendra à sa charge l'émission des bons de commande le concernant.

Article 8-3 : Modalités de paiement

Le titulaire de l'accord cadre, établira une facture pour chacun des deux membres du groupement en fonction de l'exécution des prestations respectives.

Le titulaire transmettra également un état récapitulatif au coordonnateur, la C.A.S.A, afin d'assurer le suivi de l'accord cadre.

Chaque membre se charge du paiement direct au titulaire de l'accord cadre pour les commandes qu'elles ont respectivement émises et dans les conditions prévues aux articles L2191-1 et suivants du Code de la Commande Publique et en application des articles R2191-3 à R2191-12 du même Code.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation, avis d'attribution) sont à la charge de la C.A.S.A.

Article 9: Modalités d'adhésion et de sortie du groupement

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention dans les conditions de son article 2 ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, sous réserve d'un préavis de trois mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée au coordonnateur, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

Si le maintien du groupement n'est pas décidé, les dispositions de l'article 12 s'appliqueront.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

Article 10 : Avenant à la présente convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre les deux signataires, fera l'objet d'un avenant.

Article 11 : Litiges

Article 11-1 : Litige résultant de la présente convention

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente convention, une conciliation devra être organisée en présence d'un expert, désigné d'un commun accord. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Article 11-2 : Litige résultant de l'accord cadre

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord cadre, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

Article 12 – Résiliation

La résiliation de l'accord cadre entraîne la résiliation de la présente convention.

La résiliation de la présente convention, qui sera réglée par voie d'avenant, entraîne la résiliation de l'accord cadre.

Fait à Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Monsieur le Maire de
la Commune de Vallauris Golfe-Juan**

Jean LEONETTI

Kévin LUCIANO

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Groupement de commandes relative À la fourniture de carburant de tout type en station - Convention entre la CASA et la commune de Vallauris Golfe-Juan

Date de transmission de l'acte : 23/03/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 23/03/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_026 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220314-BC_2022_026-DE

Date de décision : 14/03/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes
8.8. Environnement